

## AVANT-PROPOS

De Gaulle de Gaule, a-t-on souvent écrit. De Gaulle le Bel, a-t-on parfois ajouté, par allusion au roi inflexible et réformateur du XIII<sup>e</sup> siècle. L'homme aura marqué l'histoire de France comme fort peu avant lui. Chef par nature, parvenu à trois reprises au sommet du pouvoir (1944, 1958 et 1959), il a compté, dans sa longue vie, sept journées essentielles : le 6 juin 1940, avec sa nomination dans le cabinet Paul Reynaud ; le 18 juin 1940, marqueur déterminant du reste de son existence, alors qu'il a déjà cinquante ans ; le 26 août 1944, à l'heure de la Libération ; le 1<sup>er</sup> juin 1958, face à la question algérienne ; le 28 octobre 1962, à l'heure du triomphe pour le renforcement du pouvoir exécutif ; le 19 décembre 1965, avec son élection à la présidence de la République au suffrage universel ; enfin, le 27 avril 1969, quand vient le temps de la leçon de démocratie.

Cet homme d'action et de réflexion, si différent de tous, voit son corps soumis à de violentes et nombreuses atteintes – blessures et maladies –, tout en supportant une suite ininterrompue d'agressions psychologiques, tant dans sa vie privée que dans son temps public. Comment imaginer qu'il n'en ait pas été profondément affecté ?

Grand patriote nationaliste, homme de droite avéré, héros solitaire, militaire par toutes ses fibres, artiste de la politique et de la mise en scène, homme de communication publique étonnant, de Gaulle semble finalement assez peu doué pour la relation individuelle. Une faiblesse sans doute due à sa trop brillante intelligence et à son sens inné de la répartie. Grand orateur passant d'un style à l'autre, du populaire au solennel, de

la gouaille, parfois, au propos fondateur, du professoral au doctrinal (pensons au rôle dominant du pouvoir exécutif en démocratie), il sait répéter pour convaincre. Son souffle exceptionnel fait le reste. Il incarne bien souvent l'Histoire, un récit qui se construit en avançant. Il croit en son destin tel un sauveur déterminant la trajectoire de cette France qui est sa passion cardinale. Cette dimension messianique ne saurait être négligée.

Dans le parcours accidenté que constitue sa vie, il ne manquera jamais une haie, les franchissant toutes avec une assurance stupéfiante. Son charisme, celui du chef, y sera décisif. Sans doute parce qu'il a su réfléchir très tôt sur la manière de combiner sa vie de militaire avec l'idéal que lui enseigne l'étude historique, sa référence la plus constante. Ainsi, comprenant plus tôt que les autres, entre les deux guerres, le poids déterminant du blindé (mais aussi des liaisons et de l'aviation) dans l'armée moderne, il devient, bien que simple officier, l'homme autour duquel s'instaure le débat national. De même, ayant saisi après la défaite en juin 1940 qu'il faut incarner une France résistante, c'est-à-dire éternelle, auprès des Alliés, il peut, le moment venu, revendiquer sa part au festin des vainqueurs, le 8 mai 1945.

Ses succès sont immenses, de l'honneur sauvé en 1940 à la guerre civile évitée en 1944, de la position mondiale acquise en 1945 (signature de la capitulation allemande, participation au Conseil de sécurité de l'Onu) à la décolonisation assumée et achevée en 1962, de l'élection du président de la République au suffrage universel à la modernisation du pays par une planification souple, de la constitution d'une force nucléaire militaire – qui évite le nanisme politique – au lancement de grands programmes industriels qui y sont souvent associés...

Cet homme dur, parfois même sans pitié (les épisodes de la négociation algérienne en témoignent), manifeste également des émotions souvent ignorées – à l'exception, bien sûr, de son attachement sans limite pour sa petite Anne. Très sensible à la fraternité dans le combat, comme le démontre la création de l'ordre sacré des Compagnons de la Libération (seulement mille trente-huit personnes), il est fidèle aux hommes politiques qu'il a choisis pour l'entourer et dont il apprécie tant le dévouement

que la compétence. De Gaulle peut éprouver des périodes d'intense excitation comme de découragement quasi dépressif. Mais il parvient toujours à se reprendre et à retrouver le chemin de l'objectif à atteindre.

Dernier-né d'une histoire de France héroïque dominée par les chefs militaires – Clovis, Charlemagne, Jeanne d'Arc, Napoléon I<sup>er</sup>, Clemenceau –, il vient prendre une place majeure, la plus récente, que personne ne lui conteste, dans la continuité du destin français. « La vérité du général de Gaulle est dans sa légende », affirment avec aplomb et véracité les deux Alain, Peyrefitte et Decaux, dans leur *De Gaulle, celui qui a dit non*. L'unanimité du jugement porté, à notre époque, sur sa personne deviendrait presque excessif...

On a écrit sur lui des centaines d'ouvrages. Il est vrai que le sujet est immense. Constatons toutefois que les sommes le concernant sont plus rares. Plusieurs auteurs dominent le panorama : Philippe de Gaulle bien sûr, Paul-Marie de La Gorce, François Kersaudy, Jean Lacouture, Alain Peyrefitte, Éric Roussel, Michel Winock, Max Gallo, plus récemment Julian Jackson et sans doute quelques autres... En revanche, les études spécialisées abondent, et plus encore les livres de témoignage. Les collaborateurs du Général qui ne lui ont pas consacré un ouvrage sont rares. L'historien dispose ainsi d'un matériau souvent anecdotique, mais très révélateur. Nombreux sont également les résistants à avoir écrit sur la période et à s'attacher, bien sûr, à la description de leurs relations avec le général de Gaulle. À l'évidence, enfin, l'œuvre personnelle de celui-ci paraît incontournable : nous lui consacrerons le développement qui convient, l'ayant en totalité appréhendée.

Dans cette approche multiple du personnage, on n'insistera jamais assez sur les éléments fondateurs de sa personnalité : son éducation remontant au XIX<sup>e</sup> siècle, sa pratique religieuse relevant d'une foi moins intime que conventionnelle, ses souffrances personnelles, physiques et psychologiques, si nombreuses que l'on reste étonné qu'il les ait dominées. De même, on réduit trop souvent le personnage à ses visions politique, militaire et internationale. Or le général de Gaulle a toujours

porté une attention extrême au développement économique et social de la France, avec, parmi d'autres, une volonté de dépasser l'opposition du capital et du travail.

Sa vision géopolitique retrouve aujourd'hui beaucoup d'actualité : Europe des États, atout décisif de l'arme nucléaire dans le concert mondial, remous violents du monde transatlantique (Brexit et guerre commerciale avec les États-Unis), volonté de soutenir la vocation européenne de la Russie... La perception internationale du Général est celle d'un monde dominé par des États et non par les idéologies, ce qui constitue bien la réalité d'aujourd'hui. De Gaulle anticipe parfaitement le déclin du communisme. Et le monde multipolaire qu'il appelle de ses vœux se bâtit sans doute actuellement sous nos yeux. Mais il manque d'ambition pour une Europe plus solidaire, possible rival des États-Unis et de la Chine, ce que sa stature exceptionnelle lui aurait permis de favoriser. En fin de compte – comment ne pas le regretter ? –, il a plutôt isolé la France.

D'évidence, les réflexions géostratégiques du Général dépassaient largement les moyens de la France, ce qui aurait justement dû le conduire à favoriser l'éclosion d'une Europe plus unifiée et donc plus puissante. Homme du siècle précédent, il ne peut abandonner la vision d'un monde dominé par des États. Sans prendre suffisamment conscience de l'interdépendance des nations européennes et de la nécessité de parvenir à agir et à s'exprimer toutes ensemble pour exister au niveau international.

Dans cette biographie, nous avons cherché à comprendre les motivations intérieures du général de Gaulle. Quelques certitudes s'imposent rapidement. Oui, il était bien un homme du XIX<sup>e</sup> siècle, doté des valeurs structurantes de cette époque. Oui, ses blessures physiques (trois) et ses problèmes de santé n'ont cessé de l'affliger : paludisme, tabagisme, opérations de la cataracte et de la prostate, usures physiques liées à l'âge jusqu'au terrassement final ; à ce lourd bilan, il faut encore ajouter les émotions durables provoquées par les deux (parmi d'autres) attentats de l'OAS, qui par miracle échouèrent. Oui, cet homme n'a cessé d'affronter les plus constantes adversités : les moqueries de Saint-Cyr ; la longue captivité chez l'ennemi ;

l'École militaire de la haine; l'hostilité de la caste militaire; le face-à-face avec Philippe Pétain, son ancien et durable protecteur, débouchant finalement sur une incroyable (et double) condamnation à mort; les lourdes épreuves familiales (sa fille Anne, bien sûr, mais aussi le calvaire de son frère Jacques, les déportations de ses proches par les nazis...). Et brutalement, après une guerre éclair où il s'est distingué à la tête de ses chars, le voici de nouveau seul, à l'étranger, en juin 1940, décidant de poursuivre la lutte de la France éternelle. Une ambition sans moyens, dressée contre l'exceptionnelle machine de guerre allemande. Qui d'autre aurait osé?

Condamné à cet isolement qu'il a déjà longtemps connu en tentant de réformer l'armée française de l'intérieur dès sa sortie de l'École de guerre, le voilà, bien dépourvu, à Londres, face à Churchill et aux amiraux pétainistes de l'Empire colonial. Il tente de constituer une France résistante. Avec peu de moyens financiers, peu de moyens humains, sans matériels de guerre... Et pourtant, il ne renonce nullement, grâce, il est vrai, au Premier ministre anglais qui ne lui ménage pas son aide durant un an. Et qui a reconnu un homme de sa propre trempe...

Ses premiers succès déclenchent l'ire anglo-américaine à l'été 1941. Il lui faut désormais combattre à la fois une Angleterre menaçante pour l'intégrité de l'Empire français, une Amérique décidée à appliquer l'Amgot (Allied Military Government of Occupied Territories) en France «libérée», sans omettre un communisme intérieur en plein renouveau depuis le déclenchement de l'opération Barbarossa. Il est bien certain que l'on ne peut reprocher à de Gaulle sa méfiance à l'endroit des Anglo-Saxons, en raison de leur volonté constante de remettre en cause son leadership à la tête de la France libre de 1941 à 1944.

Le triomphe de l'homme de Londres qui sait écarter, successivement et avec la brutalité nécessaire, François Darlan et Henri Giraud, doit beaucoup au double sacrifice du général Charles Delestraint et de Jean Moulin. Ils ont apporté l'atout décisif qui lui manquait: le soutien de la Résistance intérieure.

L'épuration légale décidée par de Gaulle en 1944 est une nouvelle épreuve pour un homme qui, plus que d'autres, en

mesure la portée. Ce droit de grâce, directement hérité du pouvoir divin de nos rois, il en use avec largesse, fermeté et justesse. Il y consacre de larges plages de réflexion. Qui pourrait lui reprocher d'avoir gracié Philippe Pétain, vieillard égrognant, et laisser fusiller l'un des écrivains les plus doués de sa génération, Robert Brasillach, pour ses inadmissibles écrits antisémites et pronazis ?

La période du GPRF (Gouvernement provisoire de la République française) est marquée par de vastes réformes sociales (Sécurité sociale) et le renforcement du rôle de l'État (nationalisations), sans oublier le droit de vote accordé aux femmes. N'ont-elles pas combattu dans la Résistance et la France libre (15 % des effectifs) avec le même allant que les hommes ? Le bilan de seize mois de gouvernement est des plus brillants : mise en place d'une esquisse de *Welfare State* ; coup d'arrêt porté à l'ambition communiste, asservie à Moscou et liberticide ; refus de supprimer les acquis positifs de Vichy ; nationalisations nécessaires à une action de redressement économique volontariste ; enfin, reprise en main parfois sanglante de l'Empire, qui redonne à la France son rang de grande puissance – politique qui doit être jugée avec les yeux de 1944 et non pas en fonction de considérations actuelles.

Face au régime des partis qui se reconstitue, aveugle aux leçons du passé récent, de Gaulle préfère, une première fois, tirer sa révérence. Les petites combines, il n'en veut pas ! Seuls les grands horizons le motivent... Pourtant, il peine à renoncer au pouvoir. Sans responsabilité à sa mesure, le géant s'ennuie. De cette fausse quiétude naît le RPF (Rassemblement du peuple français), instrument de reconquête. Faute de savoir négocier avec le MRP démocrate-chrétien, de Gaulle perdra tout en 1951, après avoir failli tout emporter en 1947.

Le faux solitaire de Colombey saura magnifiquement traverser le désert, de 1953 à 1958, en entamant la rédaction de ses *Mémoires* qui contribuent à sa gloire, tout en agitant ses contacts pour préparer un retour qu'il juge hautement probable, en raison de l'échec de la IV<sup>e</sup> République face aux défis de la décolonisation.

Le dernier président du Conseil de la IV<sup>e</sup> République revient au pouvoir en juin 1958 dans des conditions hautement controversées, en raison de la menace de coup d'État militaire pesant sur le pays. Quant à savoir si, dès son retour, le Général a forgé sa conviction sur le devenir de l'Algérie, la réponse est, nous semble-t-il, négative. De Gaulle ne sait pas vraiment comment traiter ce dossier si complexe et si passionnel. Il avance pas à pas, avec quelques certitudes et beaucoup d'hésitations. Il entend le plus rapidement possible ramener l'armée à une obéissance totale au pouvoir civil. Il sait que le FLN (Front de libération nationale) a perdu la guerre. Il est conscient que la décolonisation est un mouvement mondial irrésistible. Il tient plus que tout à réintroduire une France, partout condamnée, dans le concert des nations avec le rang et le rôle qui sont les siens. Il a l'intuition, enfin, que le gros million de pieds-noirs a plutôt maltraité la majorité musulmane (absence de droits démocratiques, faiblesse extrême du nombre des étudiants, grande pauvreté de la petite paysannerie arabe) et n'éprouve aucune solidarité à son endroit. Il faut tout de même attendre 1959, ou plus sûrement 1960, pour qu'avec détermination il se convainque de la nécessité impérative d'accorder rapidement l'indépendance aux Algériens, quel qu'en soit le prix. Avec un second objectif, le principal : retrouver les moyens financiers amputés par le coût de la guerre pour redresser la France.

Dès 1958, hors la gestion du conflit algérien, le Général conduit un travail considérable en politique intérieure : réforme constitutionnelle, plan Rueff-Pinay et deux cent seize ordonnances à dominante économique et sociale. Mais les trois premières années de sa présidence (1959-1961) sont largement consacrées à la résolution du dossier algérien. Dès le Conseil des ministres du 21 février 1962, de Gaulle affirme sa volonté de passer à l'étape suivante, celle qui permettra à la France d'être une grande puissance moyenne.

Exerçant un pouvoir souvent sans partage de 1962 à 1967, de Gaulle imprime ses volontés. L'homme a mûri et sait tracer, avec succès, les grandes directions dont le pays a besoin pour devenir une puissance indépendante : croissance économique rapide et

planifiée, construction de grands équipements, constitution de larges groupes industriels, obtention de l'arme nucléaire (bombe A et H) en liaison avec une politique spatiale ambitieuse, développement d'un secteur aéronautique, modernisation de l'agriculture, ouverture des frontières, construction européenne enfin.

De ses années de guerre, de Gaulle a d'abord retenu les infidélités anglo-saxonnes. Il les synthétise autour de deux grands concepts. D'une part, les Anglais souhaitent briser toute tentative de domination française en Europe, dans la continuité du congrès de Vienne et du traité de Versailles. D'autre part, les Américains entendent assumer une politique régaliennne en Europe en intervenant largement dans les politiques étrangères et de défense des grands pays qui la composent.

Le rapprochement franco-allemand va tenter sans grand succès, surtout après le retrait d'Adenauer, d'éloigner Bonn de l'Amérique. En revanche, le général de Gaulle sait dire non par deux fois à l'entrisme anglais pour éviter une dénaturation de l'Europe des Six, inévitablement provoquée, de son point de vue, par l'accueil du cinquante et unième État de la bannière étoilée.

Retrait de l'Otan (l'organisation militaire de l'Alliance atlantique), dotation de toute la panoplie des armes nucléaires (forces terrestres, navales et aériennes), lutte contre la domination du dollar, tentative plutôt ratée de rapprochement avec l'URSS et ses satellites les plus turbulents – politiques évidemment contradictoires – constituent les réponses du Général aux ambitions de ce monde anglo-saxon qu'il juge hostile à la France. Mais qu'il soutient sans hésitation lorsqu'il est en danger : crises de Berlin, de Cuba, etc.

Les déplacements offensifs en Amérique latine et au Québec illustrent cette volonté de contester partout la supériorité d'un monde qu'il a côtoyé de si près pendant les années de guerre. Et dont il ne peut, répétons-le, oublier l'hostilité. Bien entendu, il existe une volonté plus large de multilatéralisme qu'illustreront les positions françaises en faveur de la neutralité vietnamienne.

Globalement, la perpétuation sur le long terme des effets des réformes institutionnelles (l'élection présidentielle domine la vie politique nationale depuis un demi-siècle) et des réformes



économiques, sociales et de défense de l'ère gaullienne oblige cependant à conclure que, contrairement aux apparences, le bilan intérieur du régime est bien meilleur que celui de sa politique étrangère. Ayons bien conscience que le système d'économie mixte et d'État-providence instauré par les ordonnances de 1944-1945 est toujours en vigueur, que la force nucléaire militaire a été sanctuarisée malgré la diminution de la taille des armées, qu'enfin la France fait la course en tête dans les seuls secteurs industriels fixés par de Gaulle : spatial, nucléaire civil, aéronautique, téléphonie... sans oublier les effets si décisifs de la révolution agricole « pisanienne ». Quant à la participation et à l'intéressement (auxquels se sont ajoutées depuis épargne salariale et distribution d'actions), qui furent si moqués, ils représentent aujourd'hui pas loin de 10 % du revenu des Français.

Les limites du gaullisme – objet de notre ultime chapitre – apparaissent quand le Général souhaite apporter la dernière pierre à sa construction d'une France participative. Après le monde du travail et celui de l'Université, il entend étendre le dialogue aux régions. Une véritable transgression pour un jacobin comme lui ! Mais les dieux en décident autrement. Alors que la France compte cinq cent mille étudiants en 1968 – niveau remarquable –, une agitation mal gérée par le pouvoir dégénère en crise de régime lorsque le monde des salariés la rejoint. Profondément blessé de voir la jeunesse du pays (en vérité, 15 à 20 % de celle-ci) le rejeter, celui qui fut le premier des rebelles ne s'en remet guère. Malgré le triomphe électoral de juin 1968, il ne peut aller au terme de sa révolution participative. Le référendum de 1969 propose deux réformes, sans lien entre elles, dans un texte parfaitement abscons. Le Général s'engage ainsi sur une pente suicidaire. Nul ne saurait supposer qu'il n'en a pas conscience. Et, le 28 avril 1969, c'est un Charles de Gaulle sans illusion qui fait annoncer sa décision de respecter le suffrage négatif des Français. C'est sur cette attitude empreinte de noblesse qu'il s'en retourne à Colombey, définitivement cette fois.

Cent trente ans après sa naissance, quatre-vingts ans après l'Appel du 18 juin, un demi-siècle après sa mort, rédiger la biographie de l'homme en insistant sur ses épreuves, ses forces et

ses faiblesses, son bilan, relève presque du devoir. Comment ne pas être frappé, en effet, du regret qui frappe le pays à la seule évocation du nom du général de Gaulle? Car si la Constitution de la V<sup>e</sup> République, mais aussi son héritage militaire (force de frappe nucléaire), économique (grands groupes industriels) et social (sécurité sociale et participation) ont su résister au temps, le gaullisme, comme manière de faire et d'agir, a quant à lui totalement disparu. La France, depuis bien des années, a perdu un personnage clé pour son avenir : celui du chef d'État responsable, affrontant les épreuves et fixant les grandes priorités du futur.